



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

286 | Juillet-Décembre

Politique de l'humanitaire, humanitaire politique ?

Fautras Mathilde, 2021. *Paysans dans la révolution. Un défi tunisien*

Paris, Tunis, Éditions Karthala et IRMC

Emilie Lavie



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/com/14304>

DOI : 10.4000/com.14304

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2022

Pagination : 567-572

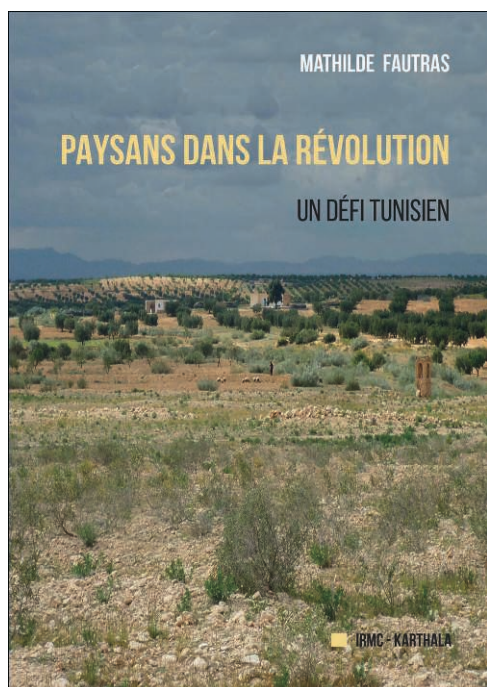
ISBN : 979-10-300-0991-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Emilie Lavie, « Fautras Mathilde, 2021. *Paysans dans la révolution. Un défi tunisien* », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 286 | Juillet-Décembre, mis en ligne le 27 mars 2023, consulté le 29 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/com/14304> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.14304>

Tous droits réservés



Fautras M., 2021.
Paysans dans la révolution. Un défi tunisien. Paris, Tunis, Éditions Karthala et IRMC, 481 p.

Emilie Lavie¹

Cet ouvrage est une version publiée et synthétisée de la thèse en géographie de l'auteure, soutenue en 2016 à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Après lecture, je souscris totalement aux propos de Frédéric

Landy – co-directeur de la thèse – dans la préface (p. 10) : « *D'une superbe façon, ce livre témoigne d'un certain retour des sujets agricoles et ruraux dans la recherche en sciences sociales, et en géographie, en particulier* ». En effet, à l'heure où la géographie se veut de plus en plus focalisée sur des approches urbaines, quand en pleine pandémie le terrain s'éloigne et la recherche dans les sciences humaines et sociales s'appuie sur des données de seconde main en attendant le retour auprès des acteurs, il est fort appréciable d'être accompagné-e-s par Mathilde Fautras dans l'arrière-pays tunisien, à Regueb dans le Gouvernorat de Sidi Bouzid, dans le berceau de la révolution.

L'**Introduction** (p. 13-34) est l'occasion pour l'auteure de présenter le contexte de son travail de recherche qui a été réalisé entre 2012 et 2014, dans un contexte de post-révolution qu'elle résume si bien : « ... En septembre 2013,

1. Maîtresse de conférences HDR, université Paris Cité, PRODIG.

lors d'un entretien mené dans le cadre de ma recherche doctorale, un de mes interlocuteurs établit un lien direct entre l'immolation de Mohamed Tarek Bouazizi à Sidi Bouzid, le 17 décembre 2010, et la vente aux enchères de la terre agricole de son oncle Salah » (p. 11). L'objectif n'est pourtant pas de traiter de la révolution via le foncier, mais au contraire de s'intéresser aux recompositions foncières dans un contexte contestataire, ce qui permet de distinguer les facteurs structurels et conjoncturels. Dans ces pages, elle met en valeur la question de l'accès aux ressources foncières, hydriques et agricoles, parmi un ensemble d'éléments prédisposant à la révolution. Elle propose, sous un angle aussi bien social que politique, un état de l'art de grande qualité sur le foncier tunisien. Elle ne le dit pas, mais par son intérêt pour les jeux de pouvoir, elle s'inscrit dans une *political ecology*. Elle ajoute que les recherches critiques en sciences sociales étant difficiles à mener sous Ben Ali, les travaux sur les rapports de domination sont récents. C'est dans ce contexte historique, politique et académique qu'a été menée sa recherche doctorale à une échelle fine.

Le premier chapitre intitulé : ***Paysans, entrepreneurs et spéculateurs à Regueb (p. 35-91)***, se dit « *monographique* » ; certes, mais on est loin de la monographie focalisée sur un cas d'étude. Le chapitre est une présentation du cas d'étude, mais il est clairement intégré dans un cadre plus global de l'entreprenariat agricole. Mathilde Fautras y fait d'abord une présentation des activités agricoles : maraîchage, céréaliculture, élevage, oléiculture... de l'extensif à l'hyper-intensif et propose une typologie qui met en exergue la diversité des paysages et des systèmes. L'objectif est ici de dépasser l'apparente dualité entre exploitations familiales pluviales et pluriculturelles et les grandes fermes irriguées spéculatives très intégrées dans des dynamiques commerciales d'échelle plus large. Une première partie est ainsi consacrée à une présentation du cadre géographique naturel du Gouvernorat de Sidi Bouzid, mettant en valeur les avantages et les contraintes liées à l'agriculture. La seconde partie commence par une typologie des systèmes d'activité, construite à partir de neuf variables : la surface agricole utile, le mode de faire-valoir, les cultures pratiquées, le cheptel, les techniques et l'équipement agricoles, l'organisation du travail, la finalité de la production, la localisation de l'habitat et les activités annexes. On voit bien ici la volonté de la chercheuse de dépasser l'analyse paysagère ou des pratiques culturelles pour s'intéresser aussi aux individus et à leurs trajectoires. De même, elle décortique les quatre systèmes ainsi délimités : l'oléiculture, l'élevage, le maraîchage et l'arboriculture non-oléicole. Cette typologie peut sembler catalogue ; pour autant, non seulement on comprend ici le cadre méthodologique de sa recherche, mais ces informations sont également utiles à la compréhension de la suite de l'ouvrage. La troisième partie propose une discussion de la typologie, qui met bien en regard les

résultats du travail de terrain avec la bibliographie. Une telle démarche permet de suivre l'auteure dans ses réflexions sur les catégorisations : agriculture paysanne ou familiale, paysannerie, entrepreneuriat. Elle nous amène surtout à comprendre comment les systèmes sont nuancés et pluriels, et comment les individus peuvent passer d'un objectif à un autre, d'une catégorie à une autre.

Le deuxième chapitre : *Politiques publiques et appropriations foncières. Une fragilisation des maîtrises foncières (p. 93-132)* aborde quelques-unes des politiques agricoles successives depuis la fin du 19^{ème} siècle, qui ont traversé les régimes politiques, dans un objectif commun de « mieux contrôler les espaces concernés et [de] moderniser le secteur agricole » (p. 93). C'est ainsi que progressivement, l'ensemble des systèmes agricoles ont été touchés : sédentarisation, vulnérabilité des sociétés pastorales, mise en cadastre, mise en place de l'irrigation. La première partie synthétise ces politiques et leurs effets. La domanialisation dans les années 1960 avec l'indépendance, puis le libéralisme économique des années 1970 qui relègue l'agriculture au deuxième plan de la division internationale du travail. Selon l'auteure, ces stratégies peuvent être apparentées au modèle intensif de la « Révolution verte », fondé sur des innovations technologiques en agriculture. L'auteure suit l'histoire avec la mise en place des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980-1990 orientés vers l'exportation des denrées agricoles afin de générer des devises. De façon graduelle, l'État se désengage au profit du marché tout en soutenant le recours à l'irrigation. Dans un souci pédagogique Mathilde Fautras offre une longue description assortie d'une figure de synthèse (p. 118) particulièrement claire. La deuxième partie discute des limites juridiques des transformations foncières. Elle met en balance de manière précise et nuancée, les effets de ces politiques, les stratégies de contournement et la fragilité foncière, facilitant une compréhension différenciée des enjeux autour de l'appropriation des ressources, au-delà des politiques agricoles capitalistes.

Les quatre chapitres qui suivent présentent les mutations issues de ce contexte national, à l'échelle locale, à travers quatre entrées : le foncier, la financiarisation, l'accès à l'eau et la pluriactivité. Chacun met en évidence la précarisation de la paysannerie dans ce contexte.

Ainsi, le chapitre 3 : *Marché foncier et précarisation foncière (p. 133-217)*, analyse à travers l'exemple des transactions foncières comment le récent contexte national politique, économique et législatif favorise les mouvements fonciers. Mathilde Fautras esquisse dans un premier temps les logiques foncières locales à Regueb, où les ventes sont, d'après ses enquêtes, plus nombreuses qu'ailleurs dans le Gouvernorat de Sidi Bouzid. Même si l'héritage reste le mode d'acquisition principal de la terre, la région a commencé à attirer des investisseurs depuis les années 1990, entraînant

ainsi, une hausse des ventes et donc des valeurs foncières. L'auteure montre finement les dynamiques multifactorielles qui participent à cette logique (e.g. réseaux d'acteurs, caractéristiques géographiques, réseau routier, mais surtout stratégies politiques de développement agricole irrigué). La deuxième partie présente les frictions entre les nouvelles logiques des acteurs et des modes d'acquisitions associés. Il s'agit d'une part d'une logique spéculative exercée à l'échelon du pays, d'autre part d'une logique paysanne locale. La typologie des systèmes d'acteurs locaux y est très fine : elle nous emmène entre transactions familiales et spéculations, dans les stratégies pour limiter les spéculations ou encore dans les transactions abusives. Même si l'auteure refuse le terme de « bulle spéculative », elle illustre clairement les mutations foncières ayant accompagné le passage d'une agriculture d'élevage à la production de maraîchage et l'arboriculture. Cette situation favorise la « *précarisation foncière et [...] un sentiment d'insécurité* » (p. 133) qu'elle présente dans cette troisième partie, très riche en exemples issus des données empiriques, révélant la qualité de son matériel de terrain.

Dans le chapitre 4 : *Inégalités d'accès aux financements agricoles, endettement et précarisation foncière* (p. 219-278), la finalité est de décortiquer les processus d'accumulation par dépossession foncière, par le biais du crédit bancaire, que l'auteure apparente à une spéculation sur l'endettement. Elle développe à la fois des processus de large échelle comme des politiques de financement au profit des plus gros, mais aussi à l'échelle locale comme des arrangements, du clientélisme voire de la corruption. L'argumentation principale de ce chapitre est que l'ensemble des facteurs présentés aboutit à une spirale d'endettement, duquel même les alternatives au système bancaire ne sauraient s'affranchir. Il faut reconnaître que ce chapitre est assez technique. Il démontre la capacité de l'auteure à embrasser de larges branches de la géographie, mais il reste peut-être difficile quand on ne maîtrise pas la géographie économique.

Mathilde Fautras poursuit son travail de mise en évidence de l'accaparement des terres à partir de l'appropriation de l'eau. Le Chapitre 5 : *Appropriations hydrauliques privées et concurrence sur l'eau : les limites d'un modèle agricole ?* (p. 279-333) est passionnant. Après une présentation très didactique des modèles de développement agricole irrigués, l'auteure justifie comment l'accès au capital comme point de départ à la mise en place de l'irrigation, puis les différentes stratégies d'appropriation de l'eau souterraine, contribuent à fragiliser la paysannerie. Des allers-retours entre la bibliographie de référence et le terrain, entre les processus nationaux et des applications à l'échelle locale montrent que cette situation n'a rien d'original. On y reconnaît d'ailleurs clairement des processus de concurrence, de captations, déjà vus dans les

chapitres précédents. Mais ce chapitre thématique pose en plus la question de la durabilité d'un tel modèle de développement eu égard à la non-durabilité des nappes d'eau exploitées. Elle termine en discutant de la précarisation et de la nécessité de la pluriactivité, objet du dernier chapitre.

Plus on avance dans la lecture, plus on est pessimiste sur les potentialités offertes aux paysans de Regueb. Le chapitre 6 : *Paysannerie et pluriactivité familiale, entre choix et contraintes* (p. 335-399), même s'il montre d'autres processus de précarisation des paysans, en nuance les effets. Après une présentation des types de marchés et d'acteurs entre laisser-faire et informalité, l'auteure discute au travers d'exemples de récits familiaux, des migrations circulatoires, soit des périodes de départ pour accumuler et pouvoir réinvestir sur la terre familiale. L'emploi salarié étant limité dans la région, le contexte pré- puis post-révolutionnaire a entraîné une reconfiguration des migrations de travail chez les hommes, en particulier à destination de la Lybie. Le départ des hommes, l'instabilité économique liée en partie à l'insertion des exploitations dans l'économie de marché et des exportations, a également engendré une réorganisation du travail féminin. Une partie de ce chapitre est dès lors consacrée à l'emploi des femmes, qui, en permettant une certaine autonomisation, participe aussi à la précarisation de l'emploi ouvrier agricole. Cette dernière section aborde la question des appartenances identitaires et territoriales et des rapports de pouvoirs associés. L'auteure résume une partie de ce que son travail de terrain fait ressortir : les relations de domination s'enchâssent « *dans des appartenances régionales ou tribales* » et « *se nourrissent d'alliances (...) reposant sur les réseaux d'affinité politique, sur le capital social et l'expérience entrepreneuriale des hommes d'affaires investissant dans l'agriculture, et sur des pratiques corruptives multiscalaires* » (p. 396). Ainsi, dit-elle « *les revendications populaires de fin 2010 - début 2011 ne sont pas focalisées sur les enjeux agricoles ni paysans (...) Cependant les rapports de pouvoirs dans ces espaces ruraux* » ont pu participer « *au moins indirectement [aux] mouvements de protestation et de contestation qui ont eu lieu à cette période* » (p. 399).

Enfin, la *Conclusion* (p. 401) reprend l'ensemble des grands apports du travail de l'auteure. Les politiques publiques de capitalisation de l'agriculture mises en place depuis le Protectorat, puis depuis les années 1990 avec des politiques d'intensification des productions, ont participé à la création de la typologie développée dans le premier chapitre. Cette typologie montre une différenciation sociale et économique marquée. Mathilde Fautras ajoute que des réformes foncières et sur la propriété en général, ont entraîné une certaine insécurisation de la paysannerie. Loin d'aboutir à une paix sociale, l'agriculture intensive a plutôt contribué à jeter les bases du soulèvement

populaire. Cette recherche réalisée dans les toutes premières années suivant la chute du régime de Ben Ali, montre aussi que le contexte politique a permis d'augmenter les capacités d'accaparement des terres et de l'eau par un groupe d'élite. Son travail sur les rapports de domination a mis en avant la complexité des relations entre les élites et les paysans, les allochtones et celles et ceux resté·e·s à Regueb.

La thèse réalisée et ici publiée par Mathilde Fautras s'appuie sur une pratique fine du terrain, en langues arabe et française. L'auteure nous fait passer de la théorie au terrain avec une facilité déconcertante. Son écriture et la structuration de son argumentation rendent cet ouvrage accessible dès le premier cycle universitaire.

Parmi les écueils, on pourra noter que le carnet central en couleur est un peu petit, et que les figures en noir et blanc dans le corps du texte sont franchement peu lisibles, que ce soit par leur taille limitée ou la qualité de l'impression.

Un ouvrage à mettre dans les mains de tout·e·s celles et ceux qui travaillent sur les dynamiques foncières et ou agricoles entre la mondialisation et ses applications locales.